

STRATEGIE AMERICAINE

La comprendre et s'adapter.

INTRODUCTION

Je comptais ouvrir mon blog en 2026 avec un article proposant une explication détaillée du document produit par l'administration américaine et présenté par la Maison-Blanche fin novembre 2025, intitulé « *National Security Strategy* », (NSS). Mais les événements allant si vite que, si vous suivez l'actualité, vous devez déjà avoir une bonne idée ce que contient ce document. Je vais donc essayer d'en faire une synthèse avant d'en tirer les premiers enseignements que nous apporte l'application de cette nouvelle doctrine. À peine affichée, elle se décline avec la puissance et l'efficacité américaines, que l'on n'avait plus vues depuis bien longtemps, comme en témoigne l'exemple frappant de ce qui vient de se passer au Venezuela.

Le principe des réflexions stratégiques que je mène n'est pas d'être pour ou contre quoi que ce soit, mais d'analyser ce qu'il se passe et d'en proposer un certain nombre de mises en perspective et d'enseignements pour nos propres activités.

SYNTHÈSE DE LA DOCTRINE

Commençons par une synthèse de cette doctrine, publiée en novembre 2025. Elle met à jour l'ancienne doctrine Monroe, du nom du président de l'époque, datant du 2 décembre 1823, elle-même mise à jour en 1904 par le président Theodore Roosevelt. Il est déjà intéressant de souligner que le « *corollaire Roosevelt* » ajoutait que les États-Unis pouvaient « *intervenir militairement en Amérique latine pour prévenir toute ingérence européenne, justifiant ainsi une politique d'interventionnisme bienveillant* ». Nous avons aujourd'hui ce que certains observateurs, voulant flatter leur nouvel empereur, appellent la « *doctrine Donroe* », D pour Trump, bien entendu ! C'est un document simple à lire, court, d'une trentaine de pages, et d'une limpidité étonnante¹. À mes yeux, cinq points essentiels sont à retenir.

1 - Cette doctrine reconnaît et consacre un nouvel ordre du monde. Oubliez tous les schémas que vous avez appris et qui sont nés après la Seconde Guerre mondiale : ils sont jetés aux oubliettes de l'histoire. Le droit international n'existe plus. Le droit en place est celui de la puissance de trois empires : l'Amérique (à comprendre dans un sens extensif, du Groenland à la Patagonie), la Chine avec sa zone d'influence asiatique, et la Russie. La puissance de l'Amérique impose cet ordre. D'accord ou pas, le nier ne sert à rien pour y faire face. Cet abandon du droit international n'est pas nouveau chez les Américains (Invasion du Panama, capture de Noriega, etc.), chez les Russes avec la Crimée puis l'Ukraine, chez les Chinois avec le Tibet ou les Ouïghours, mais n'oublions pas non plus l'intervention des alliés, dont la France, via l'Otan sans mandat de l'ONU qui bombarde la Serbie en 1999. Pourquoi est-on aussi surpris d'être surpris que cela finisse par devenir une doctrine ?

¹ Je peux vous faire passer la version originale et sa traduction française.

Le droit international, on peut regretter son abandon, s'y raccrocher et le défendre, mais à une condition : que cela ne nous empêche pas une démarche d'adaptation au nouveau monde dans lequel nous sommes entrés. Il est temps d'arrêter de nier les réalités. Sans compréhension permettant l'adaptation, nous ne serons même plus réduits à l'état de vassal de l'un de ces trois empires, nous serons colonisés par pire encore.

2. Les États-Unis ne sont plus dans l'idée d'imposer leur présence partout. Cela ne date pas d'aujourd'hui : le président Obama en avait posé les prémices. Depuis, les États-Unis sont devenus indépendants et exportateurs d'énergie ; n'ayant plus besoin de ressources extérieures sur ce point, ils ne voient plus l'intérêt de s'occuper de l'équilibre du monde en gérant un Moyen-Orient ingérable. L'un des corollaires est qu'ils ne veulent plus envoyer leurs GI's à travers le monde. Là aussi, cela ne date pas d'hier : souvenons-nous de la manière dont Biden a fait évacuer l'Afghanistan et Kaboul en 48 heures, sans même prévenir ses alliés. Nous assistons simplement à la conceptualisation de cette doctrine, à l'accélération de cette pensée américaine – qui n'est pas seulement républicaine et conservatrice – et à la radicalisation d'un certain nombre de points, comme sur le sujet de l'immigration.

3. Les États-Unis se concentrent sur la zone d'influence qu'ils se sont définie², du Groenland à la Patagonie. En creux, la doctrine reconnaît la zone d'influence de la Chine et envoie le message qu'ils laisseront faire l'annexion de Taïwan. La voie est ouverte : ce n'est qu'une question de temps, et cela passera comme une lettre à la poste. Avec l'opération au Venezuela, ils envoient également deux autres messages à la Chine qui sont eux à classer dans le sujet de la guerre commerciale :

- Le premier est que la Chine ne pourra pas compter longtemps sur les 80 % du pétrole vénézuélien qu'elle achetait : il n'ira plus chez elle. Il s'agit là d'un important moyen de pression dans le conflit et les enjeux qui les opposent sur les terres rares (toujours la stratégie du « *deal* »), pas de terres rares, pas de pétrole.
- Le deuxième concerne la stratégie d'influence que mène la Chine en Amérique du Sud où elle a plusieurs coups d'avance sur les États-Unis pour s'accaparer une partie des ressources et du commerce. La doctrine veut corriger cela, car le Chili, le Pérou et l'Argentine sont identifiés comme une deuxième source d'approvisionnement en terres rares indispensables au développement des nouvelles technologies qui boostent l'activité américaine. Les terres rares ont remplacé les enjeux pétroliers du 20^e siècle.

L'opération au Venezuela est aussi un message envoyé à Poutine, puisqu'il est plus que probable que Cuba – qui était sous perfusion vénézuélienne en termes d'énergie et de soutien politique local – tombe et quitte la zone d'influence russe, héritée de l'ère soviétique. N'oublions pas que Marco Rubio, chef de la diplomatie et très proche de Trump, est un enfant d'immigrants cubains dont la famille s'est toujours opposée au régime castriste. Cuba va tomber sans un coup de feu, le fiasco de la Baie des cochons (1961) sera vengé.

En résumé, la zone d'influence de l'Amérique étant définie, l'objectif est maintenant d'en chasser Chinois et Russes. En parallèle, la doctrine se permet de définir les zones d'influence de ces deux autres empires et l'on ne voit pas bien ce qui pourrait leur déplaire. L'Amérique reconnaît la Russie et la Chine comme des pouvoirs et leur dit indirectement : « *Chacun chez soi, mettons de l'ordre dans nos zones et... faisons du business en paix.* ». Quand tout est exposé si simplement, avec la puissance de celui qui le propose, que peu de monde a le pouvoir, la

² NB : on m'a rappelé récemment que le participe passé suivant un verbe être à la forme pronominale s'accorde avec le COD et non avec le sujet. Message reçu !

force ou la volonté de faire autrement, notre nouveau monde s'affiche clairement sous nos yeux. C'est ainsi.

4. Le quatrième enseignement de cette nouvelle doctrine nous concerne directement, l'Europe. De nombreux observateurs ne lisent pas correctement ce que le document NSS dit très simplement, parce que cela ne leur plaît pas – toujours le déni. Personnellement, je trouve le message limpide. La doctrine américaine explique que l'Europe reste - ou plus exactement peut rester - l'allié de toujours, mais à trois conditions :

- **La première est que notre continent soit en capacité de s'auto-défendre** face à l'empire russe, sans avoir besoin de la machine de guerre américaine (Ils sont cohérents : ils ne veulent plus envoyer de GI's pour maintenir l'ordre du monde ailleurs que dans leur zone d'influence.). Ils ne veulent plus financer notre défense via l'OTAN. Ici, c'est moins une question de stratégie qu'une question de principe budgétaire : ils pensent que nous avons les moyens de nous débrouiller seuls. Comment leur donner tort ? Sur ce point, le PIB européen est entre sept et huit fois supérieur à celui de la Russie. Qu'attendons-nous ? Et si nous pouvions le faire avec un armement européen et se passer de l'Oncle Sam ce serait aussi une bonne idée.

La deuxième condition est qu'il souhaite un réveil démocratique de l'Europe. Ce n'est pas nouveau (nous l'avions déjà dans le discours de J.D. Vance à Berlin en mars 2025.). Ils sont profondément convaincus que les vieilles démocraties sclérosées de notre vieux continent bien endormi n'écoutent plus leurs peuples. Même si ce point fait hurler nos élites, le monde de la bien-pensance et la plupart de nos hommes politiques, comment ne pas leur donner, au moins en partie, raison. Avec le spectacle lunaire de nos débats publics et parlementaires, comment ne pas penser que le sort de notre pays, celui de sa population et ce qu'elle dit et crie depuis des années n'est ni écouté ni entendu. Il n'est plus possible de nier que ce n'est plus un sentiment diffus dans la population que de se sentir perdue, abandonnée, sans direction... Ce n'est pas mieux au niveau européen quand on fait le bilan des 20 dernières années de décisions à Bruxelles : nucléaire, industrie automobile, Mercosur, politique agricole, industrie de défense commune inexistante, sans même parler de défense, etc. Souvenons-nous aussi de l'acte fondateur du déni d'écoute en France et dans plusieurs pays européens : l'histoire du référendum sur la Constitution européenne de 2005, où la réponse du peuple, 55 % de « non », a été traitée comme un « oui ». Depuis, combien de référendums ont-ils été promis, et combien en ont été tenus ? Je vous laisse conclure. Il faut que l'on sache aussi se regarder dans le miroir.

- **La troisième condition concerne l'immigration.** Pour parler clair et sans langue de bois, les États-Unis nous demandent de lutter contre l'invasion de l'islam radical, probablement le plus grand déni européen face à la guerre souterraine qui nous est menée depuis 2001 et la chute des tours jumelles. La doctrine reconnaît fondamentalement le droit à la liberté de chacun – c'est même un point tellement radicalisé qu'il nous choque quand ils acceptent les *fake news* et la non-modération des réseaux sociaux, ou à l'inverse et de manière assez illogique, la volonté de faire taire certains médias (mais c'est un autre débat.). Même si la religion et le retour à la foi sont des données importantes du mouvement *MAGA*, la doctrine n'a aucun problème avec les religions et n'a pas besoin de faire appel à une notion de laïcité. Par contre, elle voit dans l'islam radical un ennemi – je me demande même si elle ne le voit pas comme le seul ennemi à abattre. L'envoi d'une douzaine de missiles Tomahawk sur des camps de *l'État islamique au Grand Sahel* (EIGS) au Nigeria, entre Noël et le 1er janvier, n'est pas un hasard, ni une erreur, mais un vrai message. L'opération au Nigeria est un détail, mais on comprend que la doctrine est construite, solide, bien imbriquée, et qu'elle est déjà en action. La concomitance de la

montée en puissance des manifestations populaires en Iran n'est peut-être pas tout à fait un hasard...

En résumé, concernant l'Europe (La France n'est jamais citée.), la doctrine américaine reconnaît ouvertement nos liens historiques construits sur des bases culturelles communes. Elle nous demande de protéger cette culture et cette histoire, car ils pensent que nous avons arrêté de les défendre. Pour eux, c'est la condition pour que nous continuions d'être « *dans le même camp* », sous-entendu, certes un peu vassaux, mais ni esclaves de la Russie, ni de la Chine, ni des islamistes.

On peut toujours rêver d'une grandeur passée, mais il faut avoir conscience de notre état actuel, qui n'est pas bon. Que cela nous plaise ou non, les Américains nous imposent des conditions pour nous considérer comme des alliés. Le *deal* proposé n'est-il pas acceptable dans l'état actuel des choses ? Et pour ceux qui se posent la question « *Mais qui sont-ils pour nous imposer des conditions ?* », je propose une réponse simple : l'ordre mondial est en réécriture, les Américains tiennent la plume, et l'encrier ne nous appartient pas. Il y a autre chose à faire pour s'en sortir que d'aller manifester place de la République à Paris.

5. Le cinquième enseignement de la doctrine est la clé de voûte du dispositif stratégique : c'est « America first ». Sur ce point, beaucoup bloquent à cause de l'image donnée par Trump, mais cette image est un leurre, elle n'est que la petite face cachée d'un immense iceberg. Il faut avoir conscience que Trump n'est que la face médiatique – parfaitement maîtrisée à sa manière – d'une puissance de feu colossale, organisée en catimini pendant les quatre ans du mandat de Joe Biden. Deux *think tanks* très puissants (Brookings Institution et Rand Corporation) ont préparé, de manière minutieuse, l'ensemble des actions qui se déroulent à vitesse supersonique sous nos yeux éberlués. Si des mouvements de fonds avaient commencé dès le mandat du président Obama, ce qui change, c'est qu'ils ont travaillé, réfléchi, construit et préparé. Le jour où ils ont appuyé sur le bouton qui a fait sortir de sa boîte le « diable » Trump, la machine de guerre était là, prête à frapper. Elle a frappé, elle va continuer à frapper, et elle prend tout le monde de vitesse. Cela s'appelle une stratégie.

Cette doctrine est un exemple de stratégie dont nous assistons, totalement dépassés, à la mise en œuvre. Sun Tzu et *L'Art de la guerre* ne sont enseignés aux États-Unis que depuis une trentaine d'années, mais ils ont vite appris. Qui mieux que d'utiliser le général Sun Tzu pour lutter contre la Chine ? Xi Jinping avait pris le pouvoir avec son projet stratégique des « *Nouvelles routes de la soie* » lancé en 2013. Aujourd'hui, l'Amérique redessine l'ordre du monde sans avoir besoin d'envoyer 100 000 GI's en occupation. Le Venezuela devient pour eux une simple opération de police, et Cuba va tomber naturellement. Derrière la farce Trump et ses 150 mots de vocabulaire, l'intelligence a repris le pouvoir à Washington. La réponse des États-Unis vient d'arriver. Les nouveaux équilibres sont déjà en place. America is back !

LES ENSEIGNEMENTS

La claque monumentale que nous envoie « *radio Trump* », son administration et cette doctrine réside dans la comparaison entre le maelström qu'ils ont généré en moins d'un an et ce que nous avons produit depuis trente ans.

Nos dirigeants français, de tout bord, et leurs homologues en Europe, ont peur de nous : ils n'écourent plus leurs populations. En France, c'est culturel, avec notre État jacobin né sur le

sang des guillotins de 1789 qui garde la peur d'être lui-même guillotiné un jour. En Europe, ils ont peur de nous, car ils ne savent pas comment répondre aux changements du monde – ils commencent à peine à comprendre ce qu'il se passe. Par réflexe de survie, ils se resserrent sur eux-mêmes pour se protéger dans une tour d'ivoire qui, de toute façon, finira un jour ou l'autre par s'écrouler : l'isolement a toujours mené à cela, c'est inéluctable. La question n'est donc pas d'expliquer à trois empires que nous ne sommes pas d'accord, nous n'en avons absolument pas les moyens actuellement, mais de savoir comment nous faisons pour trouver notre place dans ce monde – pas la première, pas la deuxième, mais peut-être la troisième. Là, nous en avons les moyens : le PIB européen est huit fois celui d'une Russie qui s'épuise en Ukraine.

Pour avancer et nous recréer une place dans ce nouveau monde, encore faut-il avoir compris et accepté cet ordre mondial imposé par plus fort que nous. Encore faudrait-il développer notre doctrine. Depuis combien de temps n'avons-nous pas mis noir sur blanc, en une trentaine de pages simples, ce que nous voulons faire ? Encore faudrait-il se mettre en mouvement. Pour cela, la doctrine nous manque. Mais peut-il y avoir une doctrine s'il n'y a pas d'État-nation ? L'Europe n'est pas un État-nation, et encore moins un empire. Il serait temps que les leaders principaux – la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, associés à quelques autres – se remettent sérieusement autour de la table pour redéfinir notre projet, comme avaient pu le faire, dans les années 1950, Robert Schuman, Jean Monnet, Alcide de Gasperi et Paul-Henri Spaak. Leurs travaux avaient posé de bonnes bases. Ils avaient donné lieu à la signature du Traité de Rome (1957), à la Communauté économique européenne (CEE) et à la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). Nous nous en sommes bien portés pendant une trentaine d'années. C'est après que les choses ont commencé à se gâter. Réuni par l'enjeu ukrainien, espérons que le trio qui semble se former avec le président Macron, le 1er ministre britannique Starmer et le chancelier allemand Merz travaille à cette question. Ce sera toujours d'une histoire d'hommes qu'une dynamique surgit, jamais via une institution. Les institutions, leur gouvernance, leurs ambitions, émergent des hommes, des leaders, pas l'inverse. Est-ce que Mario Draghi dont le rapport sur l'Europe avait été salué fin 2024, ne pourrait pas faire partie de la solution ?

Plus modestement, dans nos actions au quotidien au sein de nos entreprises, retenons de cette leçon de stratégie donnée par les américains que nous prenons en plein visage, quelques éléments qui restent et resteront toujours des fondamentaux :

- Une stratégie se prépare toujours en toute discrétion.
- Quand elle est prête, le déploiement doit être rapide pour prendre tout le monde de vitesse. C'est le *blitzkrieg*, la guerre éclair, de l'Allemagne nazie en 1939.
- Quand on est le plus fort, on peut tout se permettre.
- Quand on est challenger, il faut être inventif et subtil... Et travailler... Et produire.
- Il ne sert à rien de nier les vérités : elles finissent toujours par s'imposer. Elles se sont imposées. Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.
- Content ou pas content, il ne faut pas rester bloqué sur des schémas du passé. Au contraire, il faut en trouver les leviers pour se secouer les neurones et se mettre en mouvement.

CONCLUSION

Il reste une question. D'abord, n'oublions pas que cette puissance *MAGA* (Make America Great Again) trouve ses origines profondément dans la culture américaine, bien au-delà du conservatisme républicain. Cette puissance survivra-t-elle à Trump, aux élections de mi-mandat

et à toutes les contre-attaques qu'elle subit sur le plan d'un droit qui tente de survivre ? Oui, je pense qu'elle survivra, car elle fait partie de l'ADN américain simplement mis à jour. Elle se rééquilibrera peut-être dans la forme, mais le fond est en place pour un nouveau cycle stratégique long. Elle survivra, car les trois empires-nations vont probablement y trouver suffisamment de confort pour ne pas aller plus loin dans leur niveau de confrontation.

À nous d'en créer un quatrième, de prendre la troisième place et d'accepter, de temps en temps, qu'un grand frère américain nous donne une leçon. Ce n'est pas après nous qu'il en a, mais après ce que nous avons fait de nous depuis trente ans.

5 janvier 2026

Michel MATHIEU

Doctor of business management

Abonnez-vous au blog : <https://www.cogito-conseil.fr/blog/>